Quelle place pour l'intentionnalité collective en sciences sociales ?

What role for collective intentionality in social sciences?

Olivier Ouzilou

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/3964>

DOI : 10.4000/ress.3964

ISBN : 1663-4446

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2017

Pagination : 279-290

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Olivier Ouzilou, « Quelle place pour l'intentionnalité collective en sciences sociales ? », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 55-2 | 2017, mis en ligne le 15 décembre 2020, consulté le 19 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ress/3964> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ress.3964>

QUELLE PLACE POUR L'INTENTIONNALITÉ COLLECTIVE EN SCIENCES SOCIALES ?

Olivier Ouzilou (Université de Lorraine, Département de philosophie,
Archives Poincaré-CNRS)

Deborah PERRON TOLLEFSEN, 2015, *Groups as Agents*, Cambridge, Polity Press,
«Key Concepts in Philosophy», 184 p.

L'ouvrage de Deborah Tollefsen, *Groups as Agents*, part d'un constat : un grand nombre d'explications ordinaires et scientifiques des événements sociaux mobilisent l'attribution d'états intentionnels à certaines entités collectives. Considérons cet extrait d'une analyse de ce qui est considéré par ses auteurs comme la « guerre froide » que se livrent actuellement l'Iran et l'Arabie Saoudite :

Qu'il s'agisse de la crise syrienne et libanaise, de l'Irak, du Yémen ou de la région AfPak, Riyad et Téhéran ont des intérêts divergents. Dans leur perspective réciproque de sécurité nationale, ils sont devenus la principale menace existentielle qui pèse sur leurs intérêts vitaux. Cette nouvelle configuration géopolitique explique pourquoi [...] on assiste aujourd'hui à une polarisation des rivalités géopolitiques moyen-orientales autour de la crise syrienne. La rivalité entre Riyad et Téhéran est aujourd'hui devenue au centre des dynamiques géopolitiques moyen-orientales et l'un des principaux facteurs alimentant les tensions sectaires dans la région (Levallois et Therme, 2016, p. 10).

Cette analyse repose sur l'attribution aux deux États d'attitudes *conatives* (par exemple, le désir d'assurer leur sécurité respective), *cognitives* (la croyance selon laquelle l'État antagoniste constitue une menace pour cette même sécurité) ou encore *affective* (la crainte que s'inspirent réciproquement ces deux protagonistes). Ces états intentionnels contribuent à expliquer certaines réalités macrosociologiques, comme la hausse des tensions sectaires ou l'état des relations diplomatiques dans la région. Ils sont, de plus, conçus comme figurant au moins potentiellement parmi les raisons de certaines de leurs actions (renforcer, par exemple, leur alliance avec tel autre acteur important de la scène diplomatique) et comme des justifications du contenu de nos anticipations portant sur leur comportement ultérieur respectif. Outre leur vertu descriptive, explicative et prédictive, de telles imputations nous permettent d'évaluer ces mêmes actions : nous pouvons en effet apprécier leurs positions et les états mentaux censés les sous-tendre d'un point de vue épistémique (en se demandant, entre autres, si leur perception des menaces extérieures est correcte), pragmatique (en questionnant l'efficacité de leurs actions eu égard aux fins qu'ils se proposent) et éthique (en s'interrogeant sur la valeur morale du traitement que cette rivalité les conduit à infliger à tel autre État).

On pourrait résumer l'objet central de l'ouvrage de Tollefsen par une interrogation : quelle est la validité de ce type de description intentionnaliste ? Ne constitue-t-elle qu'un point de départ pragmatiquement nécessaire, destiné à nous mener aux véritables causes de la situation régionale ? Est-elle vraie mais incomplète, au sens où une investigation des processus microsociologiques qui la sous-tendent devrait nous conduire à une compréhension plus fine des mécanismes à l'œuvre ? Ou bien constitue-t-elle une source d'information indispensable non pas pragmatiquement mais épistémiquement, au sens où elle nous livrerait un type d'information inaccessible à tout autre niveau d'analyse ? L'auteure interroge ainsi le présupposé de cette pratique attributive ainsi que de ses implications explicatives et évaluatives : en quel sens certaines entités collectives peuvent-elles constituer au sens littéral les sujets d'une vie mentale ? Quel type d'attitudes est-il légitime de leur imputer et en quoi peut bien résider la valeur explicative de telles attributions ?

I. Une défense du collectivisme méthodologique

Précisons d'emblée que l'ouvrage de Tollefsen ne porte pas sur les attitudes mentales en général mais sur les états proprement intentionnels, autrement dit sur les états qui renvoient à ou sont « à propos de » quelque chose (Searle, 1985), et plus précisément, parmi ceux-ci, sur les attitudes douées de contenus propositionnels. On se demandera, par exemple, s'il est légitime d'attribuer à telle entité collective la capacité d'acquérir de l'information, de délibérer, de se remémorer certains contenus ou de former des intentions. La manière dont l'auteure aborde cette question n'est toutefois pas directement ontologique mais *méthodologique* : il s'agit de savoir non pas si certaines entités collectives existent, mais, d'une part, comment expliquer les propriétés et actions des groupes et, d'autre part, si l'explication d'au moins certains phénomènes sociaux requiert l'attribution de propriétés intentionnelles à certaines entités collectives.

Tollefsen s'oppose à l'individualisme méthodologique et au type de réductionnisme explicatif que, selon elle, il promeut. Cette forme de réductionnisme porte sur le niveau d'explication véritable des faits ou processus sociaux : il consiste à soutenir que les actions ou propriétés des groupes et, plus généralement, les phénomènes sociaux, ne peuvent réellement être expliquées qu'en invoquant les états psychologiques et les propriétés de leurs membres et/ou les interactions entre ces derniers. Elle défend dans cet ouvrage une position qu'elle nomme « collectivisme méthodologique ». Cette dernière affirme l'irréductibilité d'un niveau explicatif en sciences sociales, en un sens que nous éluciderons. Disons pour l'instant que, selon elle, certaines propriétés des groupes doivent figurer dans l'explication d'au moins certains phénomènes sociaux (p. 4). Ce collectivisme constitue ainsi une forme particulière de holisme. D'une manière générale, le holisme méthodologique soutient l'idée selon laquelle les phénomènes macrosociologiques sont, au moins dans certains cas, dotés d'une pertinence explicative (Zahle, 2016). Il peut toutefois se référer à différents types de phénomènes macrosociologiques : les proces-

sus sociaux (comme les révolutions, l'urbanisation, etc.), les propriétés statistiques, les facteurs culturels, les normes ou rôles sociaux, ou, enfin, les entités collectives organisées et/ou leurs propriétés mentales (*ibid.*).

C'est donc ce dernier type d'entités qui intéresse l'auteure. Le collectivisme méthodologique dont se réclame Tollefsen porte sur ce qu'elle nomme les «*corporate groups*» (p. 3), que nous pourrions traduire par «organisations» ou «groupes organisés». Il s'agit d'entités structurées, dont l'identité n'est pas affectée par le changement de membres. Ces collectifs sont de plus dotés d'une certaine continuité temporelle et, surtout, de la capacité de prendre des décisions. Les entreprises, les groupes de chercheurs, les gouvernements ou les partis politiques constituent des exemples possibles de tels collectifs. À strictement parler, elle se réfère donc à ce que la science politique nomme les acteurs de niveau «meso» (Finkel et Strauss, 2012, p. 59) et qu'elle situe entre les réalités macrosociologiques et les réalités individuelles ou «micro». Tollefsen distingue les groupes organisés d'une part des groupes «agrégatifs», qui constituent des collections d'individus partageant purement et simplement certaines propriétés (comme les habitants d'un même quartier) et des «groupes pluriels», qui constituent des sujets éphémères d'actions conjointes (un groupe d'amis planifiant un week-end), d'autre part. Présentons à présent les grandes lignes de l'ouvrage avant d'en souligner et évaluer certains points.

Au cours des quatre premiers chapitres, l'auteure passe en revue les différentes manières de concevoir les états intentionnels des groupes. Dans le premier, elle analyse certaines conceptions des croyances de groupe. Après avoir énoncé les impasses auxquelles mènent les conceptions dites «sommatives» des croyances collectives, qui consistent à affirmer qu'au moins certains (sinon la majorité) des membres d'un groupe *G* doivent croire que *p* pour que *G* lui-même puisse croire que *p*, Tollefsen analyse et expose certaines des objections faites aux deux conceptions non-sommatives les plus influentes : celles de Raimo Tuomela (1995) et de Margaret Gilbert (1987). Le second chapitre porte sur le concept d'«intention de groupe» : y sont exposées et évaluées les tentatives de définir ce dernier en termes d'intentions partagées, de finalité collective, de mode psychologique ou d'engagements conjoints.

L'agentivité de groupe (*group agency*) constitue l'objet du chapitre 3. Après s'être interrogée sur le rôle de la conscience phénoménale, c'est-à-dire du vécu qualitatif qui peut accompagner la possession d'un état mental, dans la capacité d'action, Tollefsen y expose une thèse sur laquelle elle bâtira une partie de son propos : l'analyse, fournie par Christan List et Philip Pettit (2002), du dilemme discursif et de sa capacité à justifier l'idée selon laquelle certains collectifs constitueraient des agents au sens strict, aptes à être soumis aux normes usuelles de rationalité. Ce dilemme désigne les situations au cours desquelles «la pratique habituelle par laquelle les juges prennent des décisions individuelles sur une affaire, et combinent ensuite leurs votes, peut conduire à un résultat différent de celui qui aurait été produit s'ils avaient voté sur la question de savoir si les

considérations pertinentes s'appliquent, en laissant ces votes déterminer la manière dont l'affaire doit être tranchée » (Pettit, 2004, p. 130). Autrement dit, les procédures peuvent produire des résultats différents selon qu'elles sont centrées sur les prémisses ou sur la conclusion. D'où le dilemme : opter pour la seconde et maximiser le reflet des positions des membres au risque de l'incohérence collective ou bien adopter la première et s'assurer de la rationalité collective au niveau du groupe au risque de ne pas refléter les positions individuelles. Comme Tollefsen (2004) l'avait déjà remarqué, la procédure centrée sur les prémisses permet de concevoir des raisons pour le groupe de former telle position, qui peuvent ne constituer des raisons pour aucun de ses membres pris individuellement.

Le chapitre 4 aborde les questions liées à la « cognition de groupe » : en quel sens des groupes organisés peuvent-ils être considérés comme des systèmes cognitifs ? Sont-ils, par exemple, doués de capacité perceptive ou de mémorisation ? Tollefsen y explore la théorie fonctionnelle des états mentaux et souligne sa fécondité. Au cours de cette analyse, elle applique aux phénomènes sociaux la thèse, initialement soutenue en philosophie de l'esprit, de la réalisabilité multiple et le refus de la réduction type-type qu'elle permet (p. 87-88). En philosophie de l'esprit, cette thèse consiste à affirmer que le fait qu'un état mental déterminé puisse être réalisé dans une grande variété de structures physiques implique certes qu'il soit réductible à telle configuration neuronale mais non pas qu'on puisse identifier un type d'état mental à un type d'état physique (Kim, 1996, p. 112). Autrement dit, le fait que chaque événement qui possède une propriété mentale a également une propriété physique particulière n'entraîne pas que cette propriété mentale soit systématiquement corrélée à cette propriété physique et donc réductible à elle (*ibid.*, p. 103).

L'extension de cette thèse en philosophie sociale constitue, selon Tollefsen, un argument contre l'individualisme méthodologique. Un événement macrosociologique déterminé, comme telle guerre ou intention collective, est ainsi réductible à telle configuration micro-individuelle d'activités, d'interactions et/ou d'états intentionnels mais il n'en est pas nécessairement de même pour le type d'événements social (la guerre, l'intention d'un groupe quelconque) qu'instancie cet événement macrosociologique particulier'. Autrement dit, il est possible que rien de commun au niveau micro ne corresponde à ce phénomène de niveau supérieur. La thèse de la réalisabilité multiple permettrait ainsi, pour Tollefsen, de penser l'autonomie explicative du niveau meso. Cette thèse serait en adéquation avec une partie de la recherche en sciences sociales qui vise, selon l'auteur (p. 88), à caractériser et expliquer des types d'événements sociaux et les rapports qu'ils nouent entre eux sans nécessairement enquêter sur l'intégralité des configurations individuelles qui les instancient. La science politique, par exemple, ne se demande pas seulement pourquoi tel parti a réagi de telle manière dans telles circonstances mais pourquoi,

I Tollefsen ne distingue pas, dans son analyse, les niveaux meso et macro.

en général, tel genre d'organisation politique adopte tel mode de comportement dans certaines circonstances typiques.

Le chapitre 5 a un statut particulier : Tollefsen y explicite sa position, à savoir l'interprétativisme. Cette conception, inspirée des analyses de Daniel C. Dennett (1990) consacrée à l'intentionnalité individuelle, repose sur l'idée selon laquelle nous devons partir de nos pratiques attributives ordinaires et de leur pouvoir prédictif et explicatif afin de cerner la nature du mental. Elle revient à dire que si nous pouvons efficacement interpréter le comportement d'une entité en termes intentionnels, alors cette entité constitue un agent intentionnel au sens strict (p. 97). Tollefsen explicite certains des traits constitutifs que cette stratégie intentionnelle nous contraint d'accorder aux propriétés mentales. Tout d'abord, lorsque nous interprétons le comportement d'agents individuels, nous imputons des états mentaux à un sujet unifié et non à ses composantes comme tel sous-système cognitif (p. 98). Ensuite, les attitudes propositionnelles ainsi attribuées sont des états *dispositionnels*. Des contraintes holistiques normatives pèsent, toutefois, sur le déploiement de ces états et structurent ainsi nos imputations. Une disposition fait, en effet, référence à des états qui lui sont rationnellement reliés : c'est parce que la présence de tels désirs et croyances chez tel sujet implique, toutes choses égales par ailleurs, qu'il entretienne telle crainte dans telles circonstances que posséder ces états mentaux *signifie* être disposé à entretenir cette crainte dans ces mêmes circonstances. Les agents interprétés sont ainsi conçus comme étant soumis aux mêmes normes de rationalité que l'interprète, normes qui gouvernent le rapport entre ses états mentaux. Ces derniers sont, enfin, appréhendées comme les raisons potentielles pour lesquelles l'agent agit ou pense de telle manière : ils doivent rendre intelligible le point de vue qu'entretient l'agent à ses propres attitudes. Celui-ci est ainsi perçu comme un individu capable d'entretenir des raisons en première personne, c'est-à-dire apte à évaluer ou réévaluer ses raisons de croire ou d'agir et à être rationnellement motivé à croire ou agir en conformité avec ces évaluations.

Qu'en est-il des groupes ? Tollefsen considère que ce point de vue est efficace afin d'interpréter et d'anticiper le comportement des groupes du point de vue de leur occurrence mais également de leur type (p. 105). Elle y affirme que le fait que les états mentaux des groupes soient dépourvus de conscience phénoménale (contrairement aux états mentaux individuels) ne remet pas en cause le fait qu'ils constituent des attitudes mentales tant que ces derniers conservent leur rôle dispositionnel. Tollefsen imagine un concours de prédiction (p. 105-106) entre un individualiste et un collectiviste méthodologique, portant sur la question de savoir comment l'entreprise Ford réagira à telle augmentation du prix du gaz. Tous deux parviendront, selon elle, à la même conclusion. Quoique plus approximative, la stratégie intentionnelle du collectiviste, qui consistera à appréhender l'entreprise comme un sujet rationnel et unifié, représentera une économie d'effort et de temps très importante. Mais surtout, la performance du collectiviste aura quelque chose de magique pour l'individualiste. Le holiste a pu, en réalité, identifier un fait objectif

invisible aux yeux de l'individualiste : les régularités ou structures *intentionnelles* et *rationnelles* spécifiques au niveau meso. Selon l'hypothèse, l'individualiste a accès à l'intégralité des processus individuels sans avoir conscience de leur substituabilité, autrement dit du fait qu'on aurait pu, étant donné telles circonstances (telle organisation devant prendre une décision dans tel contexte), substituer à ces processus micro actuels un nombre indéfini d'autres processus individuels sans perturber fondamentalement les événements ultérieurs et donc en aboutissant globalement au même résultat (la baisse, par l'entreprise, du prix des véhicules). La prédiction réussie des positions de ce type de collectifs ne nécessiterait dès lors, très souvent, ni la connaissance précise des états mentaux actuels de ses membres ou des interactions entre ces derniers, ni celle de la structuration hiérarchique du groupe ainsi que des règles ou du mode d'élaboration de ses positions.

L'attribution de telles capacités rationnelles à l'entité collective suppose que cette dernière aurait pu (et parfois dû) évaluer différemment certains contenus et qu'elle peut être soumise à l'exigence de réévaluation de ses états. Elle dispose donc de capacité réflexive et s'avère, de ce fait, responsable de ses positions. Le blâme épistémique serait donc parfaitement approprié à son égard. Qu'en est-il toutefois du blâme moral ? Un sujet intentionnel est-il nécessairement moralement responsable ? Ces interrogations constituent l'objet du dernier chapitre de l'ouvrage. Après avoir distingué la responsabilité de groupe de la responsabilité partagée (p. 113), Tollefsen part, une fois encore, de nos pratiques ordinaires : nous attribuons usuellement des responsabilités morales à certains collectifs (p. 128). La question de la responsabilité morale collective se pose dans un très grand nombre de contextes plus ou moins dramatiques, allant des conséquences des actions de l'industrie pharmaceutique à la mise en œuvre des génocides. Tollefsen défend, à travers une argumentation assez subtile, l'idée selon laquelle le fait qu'un groupe ne puisse entretenir d'émotions constitutives de l'agentivité morale en fait seulement une entité non pas « moralement responsable » au sens strict mais « *morally accountable* » (p. 135), au sens où les conséquences morales de ses actions peuvent tout de même lui être imputées et qu'elle peut avoir à répondre de ses actes.

2. Approfondissements ontologiques et épistémologiques

Par-delà le fait qu'il expose avec une clarté remarquable et de manière très informée les différentes théories portant sur les états intentionnels collectifs, cet ouvrage avance certaines idées originales.

La première porte sur le rapport entre l'agentivité collective et l'agentivité partagée. S'opposant à un certain nombre d'approches, Tollefsen prend soin de les distinguer : il existe une différence conceptuelle entre, d'une part, une action imputable à une entité collective organisée, comme la mise en œuvre d'un projet de loi par un gouvernement, et, d'autre part, l'aptitude des individus à s'engager dans des actions coordonnées, comme repeindre un mur. En ce sens, l'action de groupe se distingue de l'action

conjointe, bien que cette dernière soit également orientée vers une finalité commune. Toutefois, Tollefsen théorise la manière dont la seconde est susceptible d'être *intégrée* à la première. L'effectuation d'une réforme gouvernementale, en tant qu'action de groupe, suppose certainement, du point de vue de sa mise en œuvre pratique, une forme d'agentivité partagée. Cette situation peut être rapprochée de ce que Schmitt (1995, p. 262-263) nomme les « croyances coordonnées », croyances liées à la nécessité, pour certains collectifs, de pratiquer une forme de division du travail cognitif : l'élaboration, par exemple, de la position collective d'une organisation politique suppose la spécialisation de certains membres eu égard à tel domaine et la constitution de sous-groupes dédiés à telle ou telle tâche cognitive. La totalité des membres d'un parti ne peut en effet acquérir l'ensemble des informations nécessaires à l'élaboration d'un programme ou aux conséquences sociales liées à son adoption. L'intégration de l'agentivité partagée à l'agentivité collective a des implications *ontologiques* sur les relations entre les types de groupes : l'effectuation des actions d'un groupe unifié peut inclure la constitution de groupes pluriels, entités dont l'existence peut s'avérer nécessaire afin que les organisations maintiennent leur agentivité dans le temps (p. 47).

L'originalité de l'ouvrage réside essentiellement, cependant, dans l'application de la stratégie intentionnelle aux collectifs. Dennett distinguait la stratégie intentionnelle de la stratégie du plan (*design stance*). Cette dernière désigne la posture permettant de prédire, par la considération de sa finalité, le comportement d'une entité tout en ignorant les détails de sa constitution physique (Dennett, *op.cit.*, p. 29). Or, si l'anticipation du comportement de certains groupes pluriels peut être effectuée à l'aide de cette stratégie, le degré de complexité des actions qu'effectuent les groupes organisés ainsi que leur sensibilité épistémique au contexte nécessite le point de vue intentionnel. L'interprétation intentionnaliste du comportement d'un syndicat sera ainsi, d'un point de vue prédictif, plus fiable que l'interprétation fonctionnelle : le seul fait de savoir que tel syndicat poursuit telle finalité centrale ne paraît pas suffisant pour prédire de manière précise le contenu de sa position vis-à-vis de tel projet de loi dans un environnement politique et stratégique complexe. Ne dois-je pas, pour ce faire, lui attribuer des croyances diverses portant sur la situation, des intentions tactiques, etc. ? De plus, ce type de groupe peut, comme l'a souligné Philippe Urfalino (2015, p. 60), *redéfinir* ses finalités. Or, si l'anticipation de cette réélaboration est possible, elle semble requérir l'imputation d'états mentaux à l'entité qui diversifie ainsi ses orientations téléologiques.

Une implication de cette analyse, non considérée par l'auteur, doit être ici mentionnée : le fait d'accorder à certaines entités collectives le statut de sujet intentionnel en un sens non métaphorique nous permet de comprendre comment leur comportement peut être *intrinsèquement* doué de sens. Cette remarque va à l'encontre de la manière dont Weber circonscrit les objets d'« interprétation compréhensive ». Selon ce dernier,

[i] ne saurait exister, à notre avis, d'activité au sens d'une orientation significativement compréhensible d'un comportement propre que sous la forme d'un comportement d'une ou plusieurs personnes *singulières* [...] Il peut être opportun et directement indispensable, pour une autre série de fins de la connaissance (par exemple juridiques) ou pour des buts pratiques, de traiter certaines structures sociales [...] exactement de la même façon que les individus singuliers [...] Par contre, pour l'interprétation compréhensive de l'activité que pratique la sociologie, ces structures ne sont que des développements et des ensembles d'une activité spécifique de personnes *singulières*, puisque celles-ci constituent seules les agents compréhensibles d'une activité orientée significativement (Weber, 1995 [1921], p. 40-41. C'est l'auteur qui souligne).

Les phénomènes sociaux collectifs ne constitueraient que l'effet dépourvu de sens de l'agrégation de comportements individuels qui, seuls, seraient authentiquement compréhensibles. En un sens, le collectivisme méthodologique s'accorde avec l'idée selon laquelle le comportement des entités singulières est le seul objet légitime de compréhension ou intrinsèquement doué de sens. Mais il consiste précisément à étendre le statut d'entité singulière à certains collectifs. Certes, parler de « compréhension » du comportement d'un groupe agrégatif (comme une foule) ne saurait être que métaphorique, puisque cela ne consiste qu'à comprendre les attitudes que partagent individuellement ses membres. Mais en est-il de même pour les groupes organisés ? Lorsque nos attributions de sens au comportement d'une entreprise ou d'un parti politique sont correctes, nous avons bien le sentiment de saisir de l'intérieur les raisons de ses actions ou inférences et, plus généralement de la formation de ses positions. Cette imputation, dont Tollefsen tente de souligner la fécondité, n'est nullement identifiable à une attribution portant ultimement sur le comportement des membres : la conception non-sommative des états mentaux collectifs, que Tollefsen partage avec Gilbert et Tuomela, implique en effet qu'un groupe peut entretenir un état mental sans que ce ne soit le cas d'aucun de ses membres. Ce sont certes bien ces derniers qui se mettent alors à penser « du point de vue du groupe » (et font ainsi émerger ce niveau inférentiel déconnecté de leurs raisonnements personnels) mais les raisons épistémiques ou pragmatiques en question sont censées avoir une efficacité motivationnelle sur le groupe lui-même, qui paraît ainsi constituer le sujet au sens propre de telles inférences. Bien que ces auteurs ne formulent pas cette idée, il nous semble que leurs analyses ont une implication extrêmement intéressante : elles militent en faveur de l'autonomie compréhensive du niveau meso.

3. Le mode d'être de l'intentionnalité collective en question

Nous souhaiterions à présent soulever quelques points qui nous paraissent problématiques dans cet ouvrage. Le premier est explicitement reconnu par l'auteure, et nous ne ferons que le mentionner : la forme de collectivisme qu'elle défend repose sur la validité générale de l'interprétativisme. Cette thèse a pu être critiquée du point de vue de sa capacité à rendre compte de nos intuitions réalistes portant sur l'existence et la dimension authentiquement explicative des états intentionnels (Engel, 1995). Or, ce type de critique peut être réitéré à

propos des états collectifs. Prédire n'est pas expliquer : le potentiel prédictif de l'attribution de telle intention, croyance ou crainte à la diplomatie iranienne ou saoudienne n'implique pas que le niveau *réellement* causal et donc explicatif se situe à l'échelle de ces entités. Au contraire, il semble bien que le niveau de causalité le plus fondamental soit ici individuel. En quel sens, dès lors, l'interprétativisme peut-il bien justifier une forme de holisme méthodologique ? S'agit-il seulement de dire qu'une telle posture intentionnelle *satisfait des intérêts théoriques spécifiques*, c'est-à-dire apporte un type d'information inaccessible au niveau micro, selon une ligne de raisonnement défendue, notamment, par Franck Jackson et Philip Pettit (1992 ; voir à ce sujet Zahle, 2016). Ou bien faut-il comprendre que ces régularités et structures intentionnelles permettent d'identifier un *niveau de causalité macro-social robuste*, qui « résiste » à la diversité de ses réalisations microsociales possibles, selon un modèle que l'on trouve chez Christan List et Kai Spiekerman (2013) ?

Une seconde interrogation concerne plus spécifiquement la transposition des propriétés mentales individuelles aux groupes organisés. Tollefsen argumente, on l'a vu, en faveur de l'application de nos procédures usuelles d'imputation à ce type d'entités collectives. Nos pratiques interprétatives des actions de groupes constituent, selon elle, une simple extension de nos attributions de sens aux comportements individuels et sont gouvernées par les mêmes règles constitutives (p. 104). Par là même, elle me semble manquer une propriété de la vie mentale des groupes organisés. Afin, par exemple, d'attribuer des croyances individuelles, je dois partir de l'hypothèse de rationalité épistémique : les croyances des agents sociaux sont globalement sensibles aux données auxquelles ils sont exposés ainsi qu'aux contraintes de cohérence. Une telle option théorique reconnaît toutefois que, dans certains cas, les croyances individuelles sont irrationnelles (par exemple parce qu'un individu croit, en dépit des preuves, ce qu'il a un intérêt immédiat à croire), ce qui nous contraint à réviser localement notre hypothèse initiale. Mais cette opération demeure seconde et dépend logiquement de cette hypothèse au moins parce que l'identification de l'irrationalité suppose le constat d'une divergence avec des normes rationnelles préalablement projetées sur le comportement de l'agent observé².

En est-il nécessairement de même pour les croyances du type de groupe qui intéresse Tollefsen ? Leur vie cognitive, par exemple, peut-elle être analysée de la même manière ? Lorsque je tente d'identifier ou de prédire les positions de certains groupes organisés, je mobilise, certes, également l'hypothèse de rationalité mais les *contraintes pragmatiques semblent structurelles*. Mon anticipation de la position de tel parti, syndicat ou association face à tel projet de loi ne peut pas seulement partir de l'idée selon laquelle ils sont des agents cognitifs quelconques, globalement sensibles aux données et aux contraintes de cohérence. Je dois, au contraire, prendre en compte les finalités constitutives de leur identité sociale. Ces

2 Cette idée est défendue par Weber à propos de la « rationalité en finalité » (Weber, 1995, p. 130). Pour une analyse de la manière dont l'hypothèse de rationalité peut être mobilisée dans la détermination du contenu propositionnel des croyances biaisées, voir Dennett, 1990, p. 134.

finalités, dont la poursuite conditionne leur survie en tant qu'organisation, peuvent être épistémiques (produire des jugements vrais sur le monde social) mais également pragmatiques (soigner leur image, satisfaire leur électorat, imposer une certaine problématique dans l'espace public, diviser ou déstabiliser l'adversaire, etc.) : ces finalités pragmatiques, qui supplantent souvent les finalités épistémiques, doivent être intégrées dès le départ dans l'explication et/ou l'anticipation de leurs positions et ne peuvent dès lors être considérées comme des sources de perturbations extérieures qui agissent de manière contingente sur l'élaboration de ces mêmes positions. Autrement dit, les contraintes instrumentales doivent être dans certains cas *systématiquement* prises en compte, l'hypothèse de rationalité épistémique étant sous-optimale lorsqu'on cherche à prédire ou expliquer le comportement d'entités aux finalités multiples et potentiellement contradictoires comme les partis politiques. Or, nous ne considérons pas les croyances des agents individuels (agents qui ne paraissent pas dotés de finalités constitutives au sens où le sont les groupes organisés) comme étant systématiquement biaisées par de telles contraintes pragmatiques. Il faudrait ainsi, pour chaque type de groupes finalisés, expliciter quels sont leurs objectifs centraux afin d'éclairer comment ils influent sur le contenu de leurs délibérations et positions.

L'un des mérites de l'ouvrage est, enfin, d'aborder la question, non encore pleinement thématisée en ontologie sociale, du statut dispositionnel des états intentionnels des groupes (p. 99). Une telle idée est suggestive : elle invite à réfléchir sur la possibilité de *dispositions collectives en un sens non-sommatif*. On pourrait dès lors, ce que ne fait pas l'auteure, distinguer les états dispositionnels collectifs en un sens sommatif des états dispositionnels collectifs en un sens non-sommatif. Dire, par exemple, qu'une majorité de Français partage tel désir implique que les individus appartenant à cet ensemble sont disposés en présence de tels événements à partager telle ou telle crainte : le « groupe » n'est ainsi disposé que de manière métaphorique. Par définition, un sondage ne capte, dans le meilleur des cas, que des croyances ou préférences collectives en un sens sommatif. Mais affirmer que le gouvernement saoudien désire s'assurer le monopole de l'Islam légitime, c'est dire qu'il est disposé en tant qu'*entité unifiée* à entretenir telle crainte en présence de tels événements sans que ses membres soient nécessairement disposés à titre personnel à entretenir cette même crainte (ou bien à l'entretenir pour des raisons identiques). Dans ce dernier cas, une disposition est attribuée au sens littéral à une entité collective. Si nous tentons d'anticiper le comportement de l'Iran ou de l'Arabie Saoudite, il est certain que nous devons le tenir, en ce sens, comme une manifestation, sous certaines conditions, des dispositions mentales propres à ces gouvernements

Toutefois, il semble bien que l'absence de conscience phénoménale des groupes limite le potentiel dispositionnel de leurs attitudes. L'application, par exemple, de l'approche dispositionnelle aux croyances collectives est nécessaire en ce qu'elle nous donne les moyens de distinguer les *croyances* des *jugements* collectifs. Tollefsen considère que les dimensions propositionnelles et dispositionnelles sont plus importantes que l'aspect

phénoménal pour caractériser les états mentaux. Un tel point de vue garantit la plausibilité de sa thèse générale puisqu'un collectif ne possède pas, comme tel, de conscience « qualitative » et ne sait pas, par définition, « quel effet cela fait » d'entretenir tel désir ou telle crainte. N'est-ce pas toutefois négliger le fait que parmi les manifestations constitutives de nos dispositions mentales figurent précisément certaines attitudes phénoménales ? Selon Eric Schwitzgebel (2002, p. 252), les dispositions génériques associées aux croyances sont comportementales (verbales ou non), cognitives (la disposition à effectuer un certain nombre d'inférences à partir du contenu de la croyance en question) et phénoménales, à savoir la disposition à entretenir certaines expériences conscientes, comme les émotions ou affects. Ainsi, si je crois que *x* se trouve dans un lieu parce qu'il figure sur son trajet, je suis disposé à me rendre dans ce même lieu si je veux rencontrer *x* (manifestation comportementale), à être surpris de ne pas l'y trouver (manifestation phénoménale) et dès lors à inférer qu'il est certainement passé par un autre lieu (manifestation cognitive). Si une telle analyse est correcte, alors notre conception ordinairement dispositionnaliste des états mentaux ne peut être purement et simplement étendue aux états collectifs. Le concept de « croyance » perd, autrement dit, l'un de ses éléments constitutifs si on l'applique aux groupes organisés. Croyances individuelles et croyances collectives ne sauraient dès lors être pleinement identiques du point de vue de leurs potentiels dispositionnels.

Enfin, une distinction entre les *niveaux de manifestations dispositionnelles* dans le cas des groupes organisés semble nécessaire. La position d'un tel groupe l'engage en tant que tel, au niveau meso, ne serait-ce que parce qu'il est censé respecter les contraintes de cohérence. Mais le fait qu'un collectif soutienne une position engage également ses membres à se comporter d'une certaine façon en tant qu'ils incarnent le groupe au niveau micro. Par exemple, comme le remarque Tollefsen (p. 128), lorsque les membres d'une entreprise répondent aux courriers de plainte des consommateurs, ils représentent le point de vue de leur groupe dans leurs réponses, et ce quel que soit leur avis personnel sur la question. De même, si le MEDEF présente, lors d'une campagne électorale, ses doléances aux différents partis politiques, ce dialogue ou cette amorce d'échange de raisons entre entités collectives s'effectuera nécessairement par l'intermédiaire de leurs membres. Une chose est, dès lors, de savoir comment les membres de tel groupe manifestent *en tant que membres* la position du groupe dans les contextes où, par exemple, ils la défendent ; une autre est de s'interroger sur la manière dont tel de ses jugements contraint la vie mentale *du groupe comme tel*, par exemple sur les inférences qu'il est disposé à faire à partir de cette position initiale. Il pourrait d'ailleurs être intéressant de questionner les liens entre ces deux niveaux de manifestation du point de vue de l'évolution du contenu des positions du groupe.

BIBLIOGRAPHIE

- DENNETT D. C., 1990, *La Stratégie de l'interprète. Le sens commun et l'univers quotidien*, Paris, Gallimard.
- ENGEL P., 1995, «Le Paternalisme de Dennett», *Philosophiques*, 22-2, p. 197-212.
- FINKIEL E. et STRAUSS S., 2012, «Macro, Meso, and Micro Research on Genocide: Gains, Shortcomings, and Future Areas of Inquiry», *Genocide Studies and Prevention: An International Journal*, 7-1, p.56-67.
- GILBERT M., 1987, «Modelling Collective Belief», *Synthese*, 73, p. 185-204.
- JACKSON F. et PETTIT Ph., 1992, «Structural Explanation and Social Theory », in D. Charles et K. Lennon (dir.), *Reductionnism and Anti-reductionnism*, Oxford, Oxford University Press, p.97-131.
- KIM J., 1996, *Philosophy of Mind*, Boulder, CO, Westview Press.
- LEVALLOIS A. et THERME C., 2016, «Iran, Arabie Saoudite: la guerre froide», *Confluences Méditerranée*, 97-2, p. 9-13.
- LIST Ch. et PETTIT Ph., 2002, «Aggregating Sets of Judgements: An Impossibility Result», *Economics and Philosophy*, 18, p.89-110.
- LIST Ch. et SPIEKERMANN K., 2013, «Methodological Individualism and Holism in Political Science: A Reconciliation », *American Political Science Review*, 107, p.629-642.
- PETTIT Ph., 2004, *Penser en société. Essais de métaphysique sociale et de méthodologie*, Paris, PUF.
- SCHMITT F., 1995, «The justification of group beliefs», in Id. (dir.), *Socializing Epistemology*, Savage, Maryland, Rowman and Littlefield, p.257-287.
- SEARLE, J. R., 1985, *L'Intentionnalité. Essai de philosophie des états mentaux*, Paris, Éditions de Minuit.
- SCHWITZGEBEL E., 2002, «A Phenomenal, Dispositional Account of Belief », *Noûs*, 36-2, p.249-275.
- TOLLEFSEN D. P., 2004, «Collective Epistemic Agency», *Southwest Philosophy Review*, 20-1, p.55-66.
- TUOMELA R., 1995, «Group Beliefs», *Synthese Library*, 91-3, p. 285-318.
- URFALINO Ph., 2015, «Décider en corps. Identité, réalité et mode d'être des corps délibérants», *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 29-2, p.39-64.
- WEBER M., 1995 (1921), *Économie et Société*, tome I, Paris, Plon.
- ZAHLE J., 2016, «Methodological Holism in the Social Sciences», in Edward N. Zalta (dir.): <<https://plato.stanford.edu/archives/sum2016/entries/holism-social/>>.